



Yémen : l'impossible contrôle

Laurent Bonnefoy

► To cite this version:

Laurent Bonnefoy. Yémen : l'impossible contrôle. Alternatives Economiques. Hors - série, 2021, 122, pp.74 - 75. <hal-03090140>

HAL Id: hal-03090140

<https://sciencespo.hal.science/hal-03090140v1>

Submitted on 20 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Yémen : l'impossible contrôle

Depuis cinq ans, le pays s'enfonce dans un conflit où des alliances complexes se font et se défont entre acteurs locaux, en partie sous l'influence des puissances régionales.

Depuis le déclenchement de la guerre en mars 2015, tant sur le plan humanitaire que politique, la situation au Yémen ne cesse d'échapper à ceux qui prétendent la contrôler ou cherchent à le faire. L'ampleur de la pandémie de Covid-19 en 2020 a rajouté une couche de complexité au conflit. Par ses morts, innombrables à l'échelle du pays, elle symbolise l'effondrement des structures institutionnelles autant que l'échec patent de l'intervention militaire étrangère décidée par le prince Mohammed ben Salman, *de facto* régent saoudien. Le virus est aussi venu incarner le laisser-faire de la « communauté internationale » qui, à la faveur du virus, a coupé une partie de son aide aux 29 millions de Yéménites.

L'enlisement militaire de la coalition emmenée par l'Arabie Saoudite constitue une caractéristique marquante d'un conflit régionalisé qui demeure sans solution. Les négociations de paix, à géométrie variable, plus ou moins organisées sous l'égide du représentant spécial des Nations unies, le Britannique Martin Griffiths, n'ont aucunement changé la trajectoire de la guerre. Cette dernière précipite la société vers un effondrement que les initiatives de développement local, aussi louables soient-elles, ne viennent pas contrecarrer.

Enracinement houthiste

Certes, la capacité du camp houthiste, revendiquant la défense de l'identité religieuse zaydite – une branche spécifique du chiisme –, à faire mieux que résister n'était pas écrite. Six ans après sa prise de la capitale, Sanaa, en septembre 2014, cet état de fait constitue même une forme de victoire pour ce mouvement rebelle tant le rapport de force paraissait initialement dissymétrique. Face à la coalition arabe et face à leurs nombreux ennemis yéménites, le soutien logistique et financier de l'Iran aux houthistes (moins central qu'affirmé) n'est pas le seul facteur qui explique leur résistance sur le terrain et donc l'échec de la restauration, par les armes, du pouvoir dit légitime. Le conflit au Yémen

viendra à l'avenir alimenter les réflexions théoriques sur les raisons pour lesquelles les puissances perdent leurs « petites guerres ».

Il est indéniable que les Saoudiens auront cherché en 2020 une porte de sortie honorable, prononçant en début de pandémie un cessez-le-feu unilatéral que les houthistes, en position de force sur le terrain, n'ont pas voulu saisir. Pendant toute l'année, les avancées de ces derniers sur le front vers Marib, réduit territorial dans le nord du gouvernement reconnu par la communauté internationale, ainsi que leur mainmise sur les ministères, médias et tribus à Sanaa et dans les hautes terres signalent combien la guerre a accentué l'ancrage houthiste.

Il demeure que pour les houthistes, la victoire ne pourra pas être totale. Elle a bien peu de chance de s'incarner dans un contrôle effectif de l'entièreté du territoire yéménite, des populations et des institutions. L'extension de leur emprise est forcément limitée, en particulier par des dynamiques identitaires et par les restes d'une histoire morcelée, notamment avec le sud, qui forma jusqu'en 1990 un Etat indépendant. Le leadership houthiste n'a cessé d'encourager la polarisation religieuse, mobilisant des ressorts liés à la défense de l'identité zaydite dont il est porteur mais qui est minoritaire à l'échelle d'un pays majoritairement sunnite. En juin 2020, la mise en place d'un système de taxation bénéficiant à la catégorie des descendants du prophète – les Hachémites, à laquelle appartient la famille al-Houthi – a été vue par bien des Yéménites comme le signe d'une logique d'exclusion ethnique qui annihile les acquis de la révolution républicaine des années 1960.

Opposition éclatée

Face aux houthistes, le pouvoir emmené par Abd Rabbo Mansour Hadi, chef de l'Etat reconnu par la communauté internationale et que la coalition régionale emmenée par l'Arabie Saoudite devait restaurer avec l'appui d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, a vu son emprise fondre au fil de la guerre. Au regard du droit international, Hadi demeure pourtant, sauf en cas de démission, de mort ou d'élection impossible à organiser, l'unique dirigeant légitime du Yémen, bloquant toute quête d'alternatives.

Le camp anti-houthiste est ainsi fragmenté. Localement, les soutiens de Hadi s'opposent (y compris parfois par les armes) aux sudistes ainsi qu'aux membres du clan Saleh, du nom de l'ancien président Ali Abdallah Saleh qui avait soutenu les houthistes avant de virer de bord en décembre 2017 et de se faire assassiner par eux. Son neveu, Tareq Mohammed Saleh, a émergé en tant qu'acteur militaire important. Les sudistes, qui plaident pour la sécession de leurs provinces, ont acquis une assise très significative, notamment par le biais du soutien qu'ils reçoivent des Emirats arabes unis. Bien que Hadi soit originaire du sud, ils ont sapé au fil des ans les restes de son autorité. En avril 2010, ils ont prononcé une déclaration unilatérale d'autonomie. Pourtant, ce mouvement lui-même n'est pas unifié derrière le Conseil de transition sudiste (CTS), institution créée en avril 2017.

A l'échelle régionale, la fragmentation du camp anti-houthiste est également manifeste. L'Arabie Saoudite continue officiellement de soutenir Hadi (réfugié sur son sol), quand les Emirats arabes unis, très actifs sur le terrain yéménite, ont rompu avec lui. Le gouvernement de ces derniers dénonce notamment l'alliance opérée par le président légitime avec le parti al-Islah, branche yéménite des Frères musulmans. Et même si les Emirats ont annoncé avoir retiré leurs troupes du pays en 2019, ils appuient à travers le CTS un conglomerat d'acteurs comprenant d'anciens socialistes mais aussi des salafistes qui partagent une même aversion pour al-Islah et le nord mais risquent de s'opposer si l'indépendance du sud devenait une réalité. A plusieurs reprises, les tensions entre Saoudiens et Emiratis ont laissé entrevoir une rupture plus profonde entre les deux alliés. En novembre 2019, la signature à Riyad d'un accord entre le gouvernement Hadi et le CTS a préservé les apparences sans régler le différend. L'échec de son application a démontré la faiblesse de leur capacité de contrôle.

Informations manipulées

Dans ce contexte, la fragmentation politique aboutit à une fragmentation institutionnelle et territoriale. Les autorités qui prétendent parler au nom de l'Etat yéménite sont multiples, y compris dans une même localité. Si le contrôle par un mouvement unique paraît plus effectif au nord, où les houthistes ne sont que peu contestés, en

revanche dans le sud, l'est (Hadramaout) et le centre (Taëz, Al-Bayda), l'exercice du pouvoir du mouvement rebelle se fait au prix d'une répression des voix dissidentes et se comprend aussi comme un réflexe nationaliste face à ce qui est décrit comme l'agression saoudienne et émiratie, visant à diviser le pays.

Indéniablement, les logiques concurrentes et alliances stratégiques de revers brouillent la compréhension du conflit, y compris pour les Yéménites eux-mêmes. La difficulté de l'accès au terrain pour les diplomates étrangers, ONG, agences internationales et médias ainsi que la destruction des infrastructures empêchent de dresser un diagnostic précis et nuancé. Cet état de fait laisse entière latitude aux parties en conflit pour manipuler les informations, instrumentaliser l'aide internationale ou ouvrir des contre-feux, par exemple en pratiquant des assassinats ciblés. Dès lors, perdues, les grandes puissances et organisations internationales semblent *in fine* accepter l'idée que le conflit ne se règlera qu'une fois les belligérants épuisés, démontrant qu'elles aussi ont perdu tout contrôle.